



Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne

52 | 2017

Manuel Tuñón de Lara (1915-2015)

Élections au Portugal

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1024>

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 255

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Élections au Portugal », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1024>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Élections au Portugal

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Élections au Portugal », revue *Esprit*, n° 302, janvier 1962, p. 95-97.

- 1 De quoi s'agissait-il ? De nommer 130 députés à l'Assemblée nationale qui, d'après la Constitution de 1933, a fonction législative. Cependant, le gouvernement n'est pas responsable devant l'Assemblée et les députés ont toujours été des membres du parti unique, l'Union nationale, dont le président est M. Oliveira Salazar.
- 2 Cette fois-ci, l'opposition avait présenté 66 candidats, dans des listes d'union où se côtoyaient de vieux républicains comme le Dr. Veiga et le professeur Azevedo, des hommes de science comme le Dr. Camara Reys (décédé pendant la campagne électorale), des étudiants comme M. Nuno Bernardino, des syndicalistes comme M. Silva Andrade et des catholiques comme l'ingénieur Lino Neto et le jeune avocat Alcade Baptista.
- 3 Cependant, les oppositionnels ont dû très tôt déchanter et ils ont retiré leur candidature. Pour quelles raisons ? Ils savaient bien que l'opposition ne changerait pas le régime et que le droit de suffrage n'est pas universel, car il est réservé aux hommes sachant lire et écrire, ou disposant d'un certain revenu, aux femmes ayant fait des études secondaires et à celles qui joignent leur qualité de chef de famille à la jouissance d'un certain revenu. Le corps électoral est d'un million de personnes pour une population de neuf millions.
- 4 Mais ces raisons ne les avaient pas empêchés de poser leur candidature. C'est la suite des événements qui les a fait changer d'avis.
- 5 Le ministre Correia de Oliveira avait déclaré : « On comprendra donc que le gouvernement cherche à empêcher que la campagne pour les élections des députés ne se transforme en une sorte de plébiscite sur les principes qui président à la structure politique de la nation ». Et d'ajouter :

« La censure est maintenue seulement à l'encontre des affirmations qui pourraient mettre en cause les principes de l'organisation politique nationale... » On sait bien ce que cela veut dire !

- 6 En effet, les autorités empêchèrent la divulgation du « Programme pour la démocratisation de la République », dont quelques-uns des signataires avaient déjà été arrêtés, et permirent seulement de publier quelques extraits du « Manifeste de l'opposition » du 20 octobre, et cela avec cinq jours de retard. Il va sans dire que toute discussion sur la question de l'Angola (la plus brûlante de l'actualité politique portugaise) était rigoureusement interdite. En pleine campagne électorale, le gouvernement faisait poursuivre en justice des signataires du « Programme pour la démocratisation » et faisait convoquer les autres par la police. Une vaste manœuvre d'intimidation s'ébauchait, marquée également par la répression policière contre les manifestations d'étudiants. Dans le district de Santarém, les sept électeurs qui avaient présenté le candidat de l'opposition furent arrêtés ; le 13 octobre, au cours d'une opération policière, dans la petite ville d'Alpiarca, on arrêta quarante personnes, dont deux candidats ; la population riposta par une grève générale les 13 et 14 octobre. Enfin, de nombreux candidats n'étaient pas acceptés sous les prétextes les plus divers et leur propagande était pratiquement réduite à zéro.
- 7 Dans ces conditions, les démocrates décidèrent de s'abstenir. On connaît la suite : la veille des élections, des manifestations hostiles au gouvernement, dans les rues principales de Lisbonne, furent violemment dispersées par la police, qui fit vingt-cinq blessés. À Almada, localité proche de la capitale, les policiers tirèrent sur la foule et tuèrent un manifestant.
- 8 Le 12 novembre, 75 % des électeurs –d'après les informations de source officielle– se sont rendus aux urnes ; le parti (unique) Union nationale aurait obtenu 85 % des voix. Si l'on tient compte que beaucoup des abstentions étaient des voix de l'opposition, on voit que, malgré la terreur et la propagande, il existe un fort courant opposé au gouvernement.
- 9 Il n'est pas étonnant que la tension grandisse au Portugal. La guerre d'Angola fait peser une lourde hypothèque politique sur le pays. Le Portugal, dont le revenu national par habitant est le plus bas en Europe, dépense aujourd'hui plus de la moitié de son budget pour cette guerre. L'opinion publique, au début déroutée, prend de plus en plus position contre la guerre, non seulement à cause du départ des soldats et des conséquences économiques, mais aussi parce qu'elle sert de prétexte à une répression organisée. Il ne faut pas oublier que les prisons portugaises sont pleines d'opposants : en 1960 seulement, plus de deux cents personnes ont été condamnées pour « délits » politiques.
- 10 Aux dernières nouvelles, certaines personnalités dirigeantes de la politique portugaise se plaignent amèrement du manque d'assistance des Occidentaux à leur « politique de défense de l'Occident en Afrique » et vont jusqu'à menacer, d'une manière voilée, de rendre la monnaie sur d'autres plans.